

Obéissance



Publié le 9 mars 2020

Jusqu'où doit-on obéir ?

La guerre 39-45 a posé, dans un contexte d'une exceptionnelle gravité, la question de l'obéissance aux ordres. Certes, bien au-delà d'une simple obéissance, certains en ont profité pour aller au-delà même des ordres reçus et pour s'enrichir mais c'était une période où l'on risquait sa vie en désobéissant. Les expériences de Milgram [(1)], quelles que soient les contestations de leurs résultats, posent une question toujours actuelle : jusqu'où peut-on être amené à obéir à des ordres en désaccord avec ses valeurs ? Elles montrent qu'il y a hésitation à l'obéissance lorsque celle-ci entre en conflit avec la conscience de l'individu et que le danger survient quand l'obéissance est aveugle.
Elles mettent aussi en lumière un autre moteur de l'obéissance : le conformisme. Lorsqu'un individu obéit à une autorité, il est conscient de réaliser les désirs de

l'autorité, mais avec le conformisme, il est persuadé que ses motivations lui sont propres et qu'il n'imite pas le comportement du groupe. Ce mimétisme est donc une façon pour l'individu de ne pas se démarquer du groupe et, comme l'indique Laurent Mauduit (2) pousse nombre de personnes à reprendre les goûts et mode de vie de la caste supérieure.

Compétitivité, compétition et obéissance

Dans notre société où la prégnance d'un chômage de masse voulu et organisé discipline les salariés, la peur de perdre son emploi, sa position sociale, sa capacité d'ascension sociale engendre une conformité et un individualisme grandissant. Cette concurrence ambiante, cette compétitivité forcenée jouent sur les comportements, notamment dans le cadre du travail salarié (donc soumis à la subordination) et peut annihiler l'expression de valeurs profondes en faveur de l'obéissance ou du laisser-faire.C'est, par exemple, le directeur d'un supermarché qui licencie une employée ayant vingt ans d'ancienneté pour avoir récupéré quelques tickets de réduction mais aussi ses collègues (les vigiles) qui l'ont dénoncée. C'est le directeur d'EHPAD qui sait qu'il ne met pas le nombre de personnes suffisant pour assurer un service bienveillant, mais aussi l'acceptation par le personnel soignant de ne pas pouvoir passer le temps nécessaire pour prendre soin des résidents. C'est le conseiller bancaire qui obéit aux directives (pour sa carrière et ses primes) et propose des placements ou emprunts toxiques à ses clients. Ce sont les directeurs de grands groupes (PDG, Directeurs financiers, Directeur des ressources humaines,…) qui appliquent des stratégies de « dégraissages » d'effectifs pour officiellement conserver la compétitivité de leur activité et officieusement augmenter les dividendes des actionnaires, quelles que soient les méthodes utilisées même si elles conduisent à des drames humains allant jusqu'aux suicides.

La complicité de la hiérarchie

La liste est interminable de tous les secteurs d'activité où nombre de personnes participent au maintien d'une organisation sociétale de plus en plus injuste, inégalitaire et dangereuse pour notre santé et la vie des générations futures (laboratoires, recherche, insertion, formation, agriculture). On notera que la responsabilité des personnes est certes liée à leur niveau hiérarchique mais que certaines fonctions participent encore plus à cette organisation sociétale oligarchique par les lois qu'elles promulguent, par le formatage des pensées auxquelles elles participent, et par la répression policière et juridique qu'elles instaurent.On prête à Brecht (3) la phrase "Celui qui ne sait pas est un imbécile. Celui qui sait et ne dit rien est un criminel". Peut-être faut-il la relativiser : notre société fabrique des gens qui ne sont pas tous imbéciles mais parfois rendus incapables de penser et d'agir par eux mêmes. Car il n'est pas toujours facile de dénoncer un dysfonctionnement au risque de perdre son emploi et la vie meurtrie

des lanceurs d'alerte actuels en est une bonne illustration. Cependant celui qui sait et entretient une injustice flagrante pour obtenir, conserver ou augmenter ses privilèges, est fautif. C'est aussi le rédacteur en chef qui - pour garder sa place - sélectionne dans les articles des journalistes les enquêtes politiquement correctes dans le sens des valeurs des propriétaires ou donneurs d'ordre. Ce sont les journalistes « de révérence » (Léa Salamé et consœurs) qui harcèlent les syndicalistes à travers des questions orientées et encensent des crapules (que l'on pense aux interviews comparées de P. Martinez et de C. Goshn [4]). Ce sont les responsables des chaînes qui passent en boucle des images choisies pour formater les esprits, et ne respectent pas la pluralité des points de vue…C'est le juge qui suit les recommandations du procureur (ils sortent de la même école et passent d'un poste à l'autre…) et condamne à de lourdes peines (de quelques mois à 5 ans de prison) des manifestants sur la base des témoignages des forces de l'ordre sans enquête contradictoire ne laissant place à aucune circonstance atténuante. Alors qu'on accorde la clémence aux hommes politiques ayant contrevenu aux lois, et qu'on ne condamne pas ou à de légères peines avec sursis des délinquants sexuels notamment sur des mineurs supposés consentant à onze ans …. Alors qu'une chemise déchirée d'un DRH aboutit à de la peine de prison ferme et qu'une évasion fiscale reste totalement impunie. Comment s'étonner dans ces conditions que la confiance en la justice et dans un Etat - qui se prévaut d'être de droit - ne décline pas dangereusement.

Les risques de la désobéissance

Que dire aussi de l'obéissance contrainte des gardiens de la paix - devenus forces de l'ordre et même du maintien de l'ordre social - que l'on met dans des situations de violence, à qui l'on ordonne de ne pas poursuivre les black block mais d'arrêter sans motifs légaux gilets jaunes et militants politiques et syndicaux, que l'on oblige à faire d'innombrables heures supplémentaires dans un climat social très anxiogène ? Si certains finissent par se mettre en arrêt maladie, tentent de lancer des alertes (encourant des sanctions de mise à pied malgré leurs bons états de service) ou, pire, se suicident, pour d'autres la bride est lâchée et ils se sentent en toute impunité lorsqu'ils frappent, blessent, tuent…Tout cela provoque des haines et des suspicions qui seront longues à effacer. Car, si chacun de ces rouages contribue au maintien du système, les forces de l'ordre, les juges et procureurs ont un rôle particulier : ils sont le dernier rempart du maintien de cette parodie de République et de Démocratie. Alors une question se pose : à quel seuil d'injustice sociale commenceront-ils à désobéir ?

L'obéissance aux lois du marché

N'hésitons pas enfin à nommer les responsables de cette servitude générale plus ou moins volontaire : les hommes politiques au pouvoir depuis des lustres qui ont détricoté le programme du Conseil National de la Résistance en faisant croire qu'ils n'avaient pas d'autres possibilités que d'obéir aux lois du marché, ont cassé

toutes les protections des salariés, privatisé jusqu'aux secteurs d'activité que même les penseurs libéraux (comme Adam Smith ou Léon Walras [5]) souhaitaient conserver dans la sphère publique, et imposé à tous les postes stratégiques (médias, magistrature, préfets, ministères,…) des personnes à leur botte. Leur méthode est connue : accorder privilèges et gains supplémentaires aux plus riches, restreindre les libertés et la démocratie par des « lois scélérates », fabriquer des situations de chaos pour favoriser de la violence et ordonner des répressions policières et judiciaires sans précédent depuis Vichy. Et bien entendu, en haut de l'échelle et les premiers responsables de ce désordre mondial, on trouve les dirigeants des multinationales, des groupes financiers, des fonds de pension qui payent tous ces rouages. L'évolution des budgets par ministère est encore une preuve supplémentaire de leur stratégie digne de « 1984 » d'Orwell : limitation de la liberté d'expression, augmentation des forces de répression et des forces militaires aux dépens des secteurs de la santé, l'éducation, l'écologie, l'inspection du travail, la culture. De 2018 à 2019, 3573 postes supplémentaires au ministère de l'intérieur, 964 pour l'armée, moins160 pour la Culture, moins 472 pour le Travail, moins 508 pour la Santé, moins 1639 pour l'Ecologie et moins 1800 pour l'Education.

 # Opération "On n'oubliera pas"

On n'oubliera pas. On n'oubliera pas les désespérances et les souffrances, les peines et garde à vue injustifiées prononcées, les dégâts écologiques créés, les drames provoqués par ce chômage voulu, les burn-out résultats de leur politique de rigueur, les ventes d'armes et les guerres décidées dans le seul but des intérêts économiques, la misère et le fanatisme qu'elles ont engendrés, tous les morts, mutilés et éborgnés de 2018-2020. Que ce soit à travers l'obéissance aveugle à ses supérieurs, la manipulation pour servir l'égoïsme de classe, la violence comme dernier rempart aux privilèges, chacun, au niveau des responsabilités qu'il occupait, devra rendre compte un jour de ses actes devant des tribunaux populaires sans concession.Pas de guillotine certes car les temps ont changé, mais des biens confisqués et des travaux d'intérêts généraux pour réparer tous les dégâts humains, sociaux et écologiques engendrés par ce cynique aveuglement collectif. Demandons la réactivation de tribunaux populaires (style les tribunaux Russell) pour élaborer des actes d'accusations contre nos dirigeants.

Notes

(1) L'expérience de Milgram est une expérience de psychologie publiée en 1963 par le psychologue américain Stanley Milgram

(2) Laurent Mauduit, journaliste à Médiapart

(3) Bertolt Brecht, est un dramaturge, metteur en scène, écrivain et poète allemand du 20ème siècle :

(4) Philippe Martinez secrétaire général de la CGT Carlos Ghosn ex-PDG de Renault-Nissan

(5) Adam Smith est un philosophe et économiste écossais des Lumières
Léon Walras est un économiste français du 19ème siècle